

Les crises actuelles : une opportunité pour le développement durable ?

Depuis plusieurs mois, nous subissons une grave crise financière, économique et sociale. La déconnexion entre économie et finances, la déréglementation du système financier, le gonflement de la bulle immobilière, l'endettement des Etats et des ménages par des crédits trop faciles, l'accumulation d'une réserve financière immense en Asie de l'Est, une foi assez aveugle dans les « lois » du marché et une mondialisation de plus en plus dérégulée ont conduit à un dérèglement du système global et à une explosion des inégalités.

La politique a réagi rapidement aux risques de faillite du système bancaire international, en réinvestissant massivement de l'argent dans les circuits de production et de consommation. **Va-t-elle reprendre pleinement ses droits**, en dépassant les traitements d'urgence et en réinventant, de manière démocratique, des modèles de société plus respectueux de justice sociale et de développement durable ?

Quel « sens » pouvons-nous donner à cette crise ? L'idéogramme chinois signifiant « crise » est la résultante de l'association des deux idéogrammes « Wei » - danger et « Ji » - opportunité. Saurons-nous « utiliser » cette crise pour nous créer de nouvelles opportunités ?

Le Conseil Supérieur du Développement Durable (qui comprend des personnalités venant tant des secteurs public, privé et civil que des domaines économique, social, environnemental, culturel et politique) est profondément convaincu qu'une prise de conscience pleine et entière de la crise actuelle, par une interrogation sur les raisons profondes de la crise et sur l'origine des grands déséquilibres qui l'ont provoquée, peut conduire à une réflexion sur la nécessité de changer les règles d'un système qui a pratiquement implosé et à **définir « un modèle de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins »** (définition couramment utilisée du développement durable). Cette crise invite l'humanité à se penser comme une dans l'espace et dans le temps et à **concilier efficacité économique, solidarité sociale, respect des droits sociaux, culturels et politiques et protection de l'environnement**.

Pour cela, il convient, d'abord, de prendre conscience que la crise financière, si elle est aujourd'hui la plus urgente, n'est sans doute pas la plus grave. Il y a déjà la crise sociale, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, de même que la crise de confiance qui est aussi une crise de la démocratie. Et il y a, toujours aussi, la crise énergétique, la crise alimentaire et la crise climatique. Notamment ces deux dernières crises nous posent un défi moral et politique immense, mais peuvent être intelligemment liées à la solution de la crise financière.

Au niveau national, il faut être conscient que ces crises vont affecter durablement les fondements du « modèle luxembourgeois ». Ce modèle dépend largement d'une croissance économique de quelque 4% du PIB, de la disponibilité, à des prix abordables, de ressources naturelles étrangères, d'un marché du travail fondé sur une main-d'œuvre qualifiée

« frontalière » et de flux financiers internationaux. Ce qui traduit la fragilité d'un modèle qu'il faudra sans doute aujourd'hui repenser et reconstruire.

Au niveau mondial et européen comme au niveau national, des pistes existent déjà pour faire de ces crises des opportunités : réduire la surconsommation par l'apurement de la dette, développer la justice sociale par la réduction des inégalités, internaliser les coûts environnementaux pour parer au péril écologique, repenser les moyens de production (en développant, p.ex., les formes coopératives de production), limiter la dérégulation du commerce et des finances internationaux, concevoir une politique énergétique respectueuse de l'environnement, investir massivement dans l'environnement, dans l'efficacité énergétique et dans les technologies propres, refaire de la politique culturelle un enjeu de société, notamment en investissant massivement dans le capital humain, dans l'éducation et dans la recherche. Il nous semble surtout important que la vérité et l'authenticité de l'économie réelle l'emporte de nouveau sur l'artifice des « bulles » et autres constructions financières. **Et que la politique – grâce à des choix collectifs concernant la protection des plus faibles et grâce à des stratégies innovantes de redistribution – redevienne le régulateur d'une économie qui échappe à l'obsession de la création de valeur pour l'actionnaire et à la mise en concurrence abusive des salariés du monde.**

Comme le souligne le philosophe français Edgar Morin : la mondialisation a créé une communauté de destin des êtres humains devenus interdépendants. Ce qui manque, c'est la **conscience collective que nous sommes tous citoyens de la « Terre-Patrie »**. Les crises actuelles de notre monde, en ce sens, pourraient nous permettre non seulement d'assainir le système existant, mais de le transformer. La réflexion sur les crises pourrait devenir une problématique structurante, par la prise de conscience que les « biens publics mondiaux » que sont le climat, la stabilité financière internationale, la protection de la biodiversité et de la diversité culturelle doivent être défendus et promus, partout et par tous. **La construction d'un sens partagé pour notre monde unifié, par une éthique globale et un éco-développement, ainsi que par une protection et un approfondissement des droits économiques, sociaux et culturels, réintroduirait du sens dans nos sociétés, à la place de l'argent et du retour sur investissement.**

Le Conseil Supérieur du Développement Durable n'a pas toutes les réponses aux questions soulevées. Mais, par ses Avis sur la biomasse et sur la durabilité de nos finances publiques et par ses réflexions actuelles sur le nouveau Plan national de développement durable, sur la gouvernance des finances publiques et sur l'empreinte écologique, il veut **favoriser le dialogue et l'échange d'un vaste ensemble d'acteurs – économiques, environnementaux, sociaux, culturels et politiques – et pousser les autorités publiques, le secteur privé et les sociétés civiles à dépasser les querelles de clochers pour construire, notamment grâce à une approche transversale et interdisciplinaire et grâce à une culture du dialogue, un sens partagé pour notre monde unifié et pour notre société luxembourgeoise multiculturelle.**

Dans les jours qui viennent, le CSDD va présenter aux partis politiques et à l'opinion publique des « Präifsteng ». Ces « **5 Präifsteng fir d'Parteien** » doivent être compris dans le sens indiqué ci-dessus : créer de nouvelles dynamiques sociales et démocratiques autour des enjeux auxquels notre société doit faire face, afin que les crises actuelles soient transformées en une opportunité pour le développement durable de notre pays. Pour cela, il faut du courage de la part des décideurs politiques, afin qu'ils privilégient le « mieux être » à l'« avoir plus », dans une solidarité intergénérationnelle et planétaire. Et il faudra une responsabilisation éthique et démocratique de tous les citoyens.

(Communiqué par le Conseil Supérieur pour le Développement Durable)